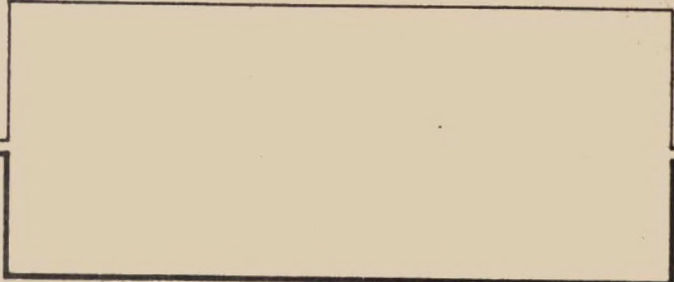


011.6.12

# the right to refuse to kill



bureau

européen de l'objection de conscience

European bureau for conscientious objection

SOUTH-AFRICA

FINLAND

SPAIN

POLAND

GREECE

W. GERMANY

E. GERMANY

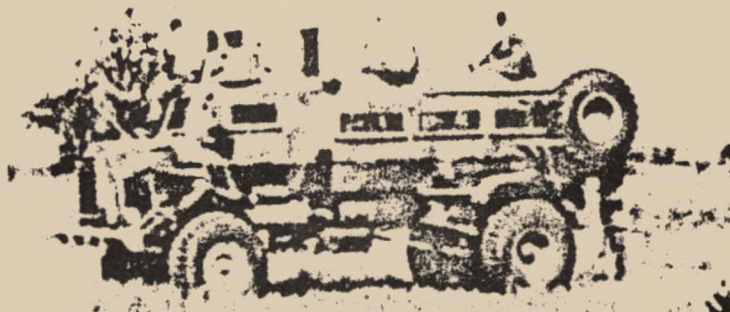
HOLLAND

ITALY

WOMEN FOR  
PEACE

COUNCIL OF  
EUROPE

EUROPEAN  
PARLIAMENT



Edit. resp: BEOC-EBCO

rue Van Elewyck, 35-B.1050 Bruxelles

T: 02/6492605 CCP: 000-1580109-76

Juin 87

beoc

1. Promouvoir le droit à l'objection de conscience à la préparation de la guerre comme droit fondamental humain, tant sur le plan national que sur le plan international.
2. Obtenir les instruments juridiques permettant de faire valoir ce droit. Ces outils juridiques étant les législations nationales et les conventions internationales, en particulier la Convention Européenne des Droits de l'Homme.
3. Assurer un exercice normal de ce droit, sans qu'il soit l'objet de discriminations sociales, professionnelles, institutionnelles ou autres.
4. Promouvoir le service civil alternatif au service militaire comme une contribution concrète à la construction de la paix et de l'entente entre les peuples.
5. Promouvoir un service civil ayant une dimension européenne et internationale, par exemple en permettant d'effectuer le service civil dans un autre pays, en organisant des sessions internationales de formation ou en permettant l'affectation d'objecteurs de conscience dans des organisations à vocation internationale.
6. Développer le droit d'asile dans les pays signataires de la Convention Européenne des Droits de l'Homme pour les objecteurs de conscience émanant de pays ne reconnaissant pas ou insuffisamment leurs droits.
7. Contribuer à l'amélioration des législations nationales, grâce à une diffusion régulière des informations sur les statuts nationaux pour les objecteurs de conscience et sur leur application.
8. Organiser régulièrement des rencontres internationales sur l'objection de conscience : de réunions larges avec des participants d'un maximum de pays, des réunions internationales, régionales et une concertation permanente en groupes plus
9. Stimuler des campagnes internationales de solidarité avec les objecteurs de conscience victimes d'injustices, suite à l'absence d'un statut légal ou d'un statut garantissant suffisamment leurs droits essentiels.
10. Organiser un centre de documentation, actualisé de façon permanente, concernant le statut d'objecteur de conscience et le service civil alternatif au service militaire, tant au niveau national, qu'au niveau du Conseil de l'Europe, des Communautés Européennes, des Accords d'Helsinki et des Nations Unies.
11. Dresser un inventaire permanent de toutes les organisations et les personnalités agissant en faveur de la reconnaissance du droit à l'objection de conscience comme droit humain fondamental, ainsi que des organisations regroupant des objecteurs de conscience.
12. Établir un rapport qui valorise le travail significatif des objecteurs de conscience en service civil.
13. Le Bureau devrait être constitué par des ONG nationales et internationales assurant la promotion de l'objection de conscience, mais aussi de mouvements ayant des objectifs plus larges tels la paix, la non-violence, les droits de l'homme, le travail de la jeunesse, ainsi que par des personnalités et des experts.
14. Le Bureau devrait se doter des moyens pour avoir une existence juridique et devrait bénéficier du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe et d'autres institutions internationales à déterminer. Il devrait travailler en étroite collaboration avec le Centre Européen de la Jeunesse et le Fonds Européen pour la Jeunesse, afin de faire partie de la famille des ONG internationales de jeunesse agréées dans ce cadre.



BUREAU EUROPEEN DE L'OBJECTION DE CONSCIENCE

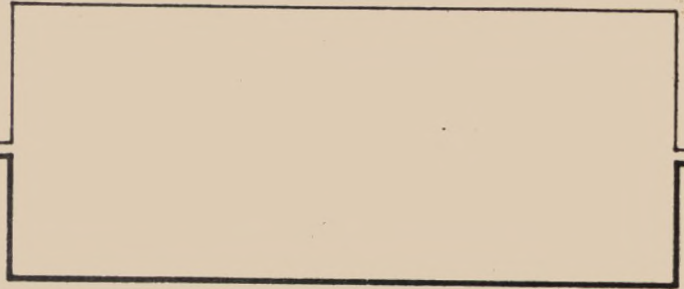
EUROPEAN BUREAU FOR CONSCIENTIOUS OBJECTION



ebeo

1. To promote the right to conscientious objection to preparation for war as a fundamental human right at both the national and international level.
2. To work for legislation incorporating this right ; legislation at national and international levels and, in particular, the incorporation of the right as a Protocol in the European Convention of Human Rights.
3. To ensure the full recognition of this right without discrimination on any level, social, professional, institutional or any other.
4. To promote alternative civilian service that makes a clear contribution to the building of peace and understanding between peoples.
5. To promote civilian service which has a European and international dimension by, for example, enabling service to be undertaken in another country or by organising international training sessions preparing conscientious objectors for service in organisations with an international dimension.
6. To promote the right of conscientious objectors coming from countries which do not, or do not adequately recognise the right to conscientious objection to find asylum in countries signatory to the European Convention of Human Rights.
7. To help improve national laws by the regular dissemination of information on the various countries' legislation governing conscientious objection and the application thereof.
8. To organise regular international meetings on conscientious objection : broad-based meetings with participants from as many countries as possible, regional international meetings and constant contacts in smaller groups.
9. To promote international campaigns for solidarity with conscientious objectors who are the victims of injustices owing to the lack of legislation or regulations affording sufficient protection for their fundamental rights.
10. To organise a documentation centre for conscientious objection and civilian service as an alternative to military service. Such documentation should be constantly updated and cover not only the national level but also work in the Council of Europe and the European Communities and work in connection with the Helsinki Agreements and United Nations Agreements.
11. To draw up a permanent list of all organisations and personalities working to promote recognition of the right to conscientious objection as a fundamental human right, and of all organisations of conscientious objectors.
12. To draw up a report showing the importance of the work done by conscientious objectors in the course of civilian service.
13. The Bureau should be made up not only of national and international NGOs advancing the course of conscientious objection but also of movements with wider aims, such as peace, non-violence, human rights and youth work, and of personalities and experts.
14. The Bureau should take the necessary steps to secure legal existence and should enjoy consultative status with the Council of Europe and such other international organisations as are decided upon. It should work in close co-operation with the European Youth Centre and European Youth Foundation so as to become a member of the family of international non-governmental organisations recognised by these institutions.

# the right to refuse to kill



bureau

européen de l'objection de conscience

European bureau for conscientious objection

SOUTH-AFRICA

FINLAND

SPAIN

POLAND

GREECE

W. GERMANY

E. GERMANY

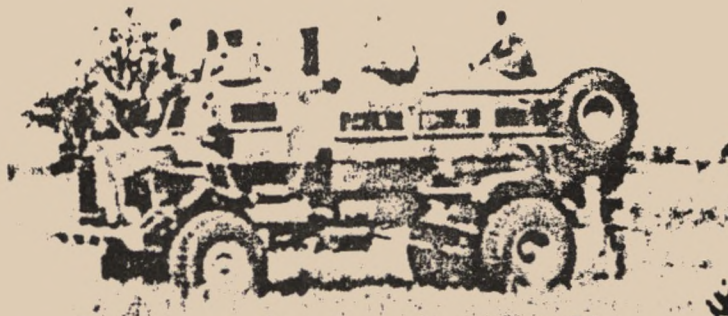
HOLLAND

ITALY

WOMEN FOR  
PEACE

COUNCIL OF  
EUROPE

EUROPEAN  
PARLIAMENT



---

Edit. resp: BEOC-EBCO  
rue Van Elewyck, 35-B.1050 Bruxelles  
T: 02/6492605 CCP: 000-7580109-76

beac

1. Promouvoir le droit à l'objection de conscience à la préparation de la guerre comme droit fondamental humain, tant sur le plan national que sur le plan international.
2. Obtenir les instruments juridiques permettant de faire valoir ce droit. Ces outils juridiques étant les législations nationales et les conventions internationales, en particulier la Convention Européenne des Droits de l'Homme.
3. Assurer un exercice normal de ce droit, sans qu'il soit l'objet de discriminations sociales, professionnelles, institutionnelles ou autres.
4. Promouvoir le service civil alternatif au service militaire comme une contribution concrète à la construction de la paix et de l'entente entre les peuples.
5. Promouvoir un service civil ayant une dimension européenne et internationale, par exemple en permettant d'effectuer le service civil dans un autre pays, en organisant des sessions internationales de formation ou en permettant l'affectation d'objecteurs de conscience dans des organisations à vocation internationale.
6. Développer le droit d'asile dans les pays signataires de la Convention Européenne des Droits de l'Homme pour les objecteurs de conscience émanant de pays ne reconnaissant pas ou insuffisamment leurs droits.
7. Contribuer à l'amélioration des législations nationales, grâce à une diffusion régulière des informations sur les statuts nationaux pour les objecteurs de conscience et sur leur application.
8. Organiser régulièrement des rencontres internationales sur l'objection de conscience : de réunions larges avec des participants d'un maximum de pays, des réunions internationales, régionales et une concertation permanente en groupes plus
9. Stimuler des campagnes internationales de solidarité avec les objecteurs de conscience victimes d'injustices, suite à l'absence d'un statut légal ou d'un statut garantissant suffisamment leurs droits essentiels.
10. Organiser un centre de documentation, actualisé de façon permanente, concernant le statut d'objecteur de conscience et le service civil alternatif au service militaire, tant au niveau national, qu'au niveau du Conseil de l'Europe, des Communautés Européennes, des Accords d'Helsinki et des Nations Unies.
11. Dresser un inventaire permanent de toutes les organisations et les personnalités agissant en faveur de la reconnaissance du droit à l'objection de conscience comme droit humain fondamental, ainsi que des organisations regroupant des objecteurs de conscience.
12. Etablir un rapport qui valorise le travail significatif des objecteurs de conscience en service civil.
13. Le Bureau devrait être constitué par des ONG nationales et internationales assurant la promotion de l'objection de conscience, mais aussi de mouvements ayant des objectifs plus larges tels la paix, la non-violence, les droits de l'homme, le travail de la jeunesse, ainsi que par des personnalités et des experts.
14. Le Bureau devrait se doter des moyens pour avoir une existence juridique et devrait bénéficier du statut consultatif auprès du Conseil de l'Europe et d'autres institutions internationales à déterminer. Il devrait travailler en étroite collaboration avec le Centre Européen de la Jeunesse et le Fonds Européen pour la Jeunesse, afin de faire partie de la famille des ONG internationales de jeunesse agréées dans ce cadre.



BUREAU EUROPEEN DE L'OBJECTION DE CONSCIENCE

EUROPEAN BUREAU FOR CONSCIENTIOUS OBJECTION



ebeo

1. To promote the right to conscientious objection to preparation for war as a fundamental human right at both the national and international level.
2. To work for legislation incorporating this right; legislation at national and international levels and, in particular, the incorporation of the right as a Protocol in the European Convention of Human Rights.
3. To ensure the full recognition of this right without discrimination on any level, social, professional, institutional or any other.
4. To promote alternative civilian service that makes a clear contribution to the building of peace and understanding between peoples.
5. To promote civilian service which has a European and international dimension by, for example, enabling service to be undertaken in another country or by organising international training sessions preparing conscientious objectors for service in organisations with an international dimension.
6. To promote the right of conscientious objectors coming from countries which do not, or do not adequately recognise the right to conscientious objection to find asylum in countries signatory to the European Convention of Human Rights.
7. To help improve national laws by the regular dissemination of information on the various countries' legislation governing conscientious objection and the application thereof.
8. To organise regular international meetings on conscientious objection: broad-based meetings with participants from as many countries as possible, regional international meetings and constant contacts in smaller groups.
9. To promote international campaigns for solidarity with conscientious objectors who are the victims of injustices owing to the lack of legislation or regulations affording sufficient protection for their fundamental rights.
10. To organise a documentation centre for conscientious objection and civilian service as an alternative to military service. Such documentation should be constantly updated and cover not only the national level but also work in the Council of Europe and the European Communities and work in connection with the Helsinki Agreements and United Nations Agreements.
11. To draw up a permanent list of all organisations and personalities working to promote recognition of the right to conscientious objection as a fundamental human right, and of all organisations of conscientious objectors.
12. To draw up a report showing the importance of the work done by conscientious objectors in the course of civilian service.
13. The Bureau should be made up not only of national and international NGOs advancing the course of conscientious objection but also of movements with wider aims, such as peace, non-violence, human rights and youth work, and of personalities and experts.
14. The Bureau should take the necessary steps to secure legal existence and should enjoy consultative status with the Council of Europe and such other international organisations as are decided upon. It should work in close co-operation with the European Youth Centre and European Youth Foundation so as to become a member of the family of international non-governmental organisations recognised by these institutions.

Cela ne fait que deux ans que le Bureau Européen de l'Objection de Conscience est reconnu officiellement comme organisation internationale, mais depuis déjà quelques années, les membres et les permanents tentent dans de nombreux pays d'établir des liens étroits avec tous ceux qui s'intéressent aux problèmes touchant l'objection de conscience.

Les tâches définies lors de la création du BEOC demeurent, évidemment, mais demandent sans cesse plus d'énergie. Pour sauvegarder les droits acquis désormais dans beaucoup de pays mais surtout pour que ce droit soit reconnu là où l'expression de la conscience des objecteurs est encore réprimée.

Nous collectons toutes les informations qui ont trait à l'objection de conscience, mais nous demandons une fois encore à vous tous qui êtes intéressés par nos travaux de nous envoyer des articles, des coupures de presse, des textes qui pourraient induire des changements de législation, des interviews d'objecteurs ou d'anti-objecteurs, vos impressions et commentaires (même sur le BEOC).

Nous pouvons vous fournir des informations sur les mouvements d'objecteurs, le programme de manifestations ou de rencontres, sur les institutions telles que le parlement Européen, le Conseil de l'Europe, l'ONU... L'organe qui nous permet de les diffuser est le "Right to Refuse to Kill" dans lequel vous pouvez bien sûr exercer vos talents de scribes.

Pour contribuer tous ensemble à la "Vie" du Bureau, nous vous invitons donc à nous envoyer les informations dont vous disposez mais aussi "beaucoup" d'argent si vous le pouvez.

Only two years ago the European Bureau for Conscientious Objection was officially recognized as an international organization under Belgium law. For several years before that, the members and staff of the Bureau worked to establish close links with all those interested in the question of conscientious objection.

The tasks set out at the creation of the Bureau remain, and require even more energy today: to safeguard those rights already won in many countries, and to promote the recognition of conscientious objection in countries where it is still forbidden.

We are continuing our work of assembling any information concerning conscientious objection, and ask you once again to send us any articles, press clippings, legal texts, interviews of objectors or "anti-objectors", impressions and commentaries you may have on the subject, even on EBCO itself.

We can also provide you with informations on CO movements, forthcoming demonstrations and meetings, institutions such as the European Parliament and the Council of Europe, and so forth...

Our journal "The Right to Refuse to Kill" publishes much of this information on a regular basis, and welcomes your contributions.

If you want to contribute to the life of the Bureau, we ask you to send us any relevant articles or documentation, but also to support us financially, to the best of your ability.

Thank you.

NOM, PRENOM et/ou ORGANISATION :

ADRESSE :

CODE POSTAL :

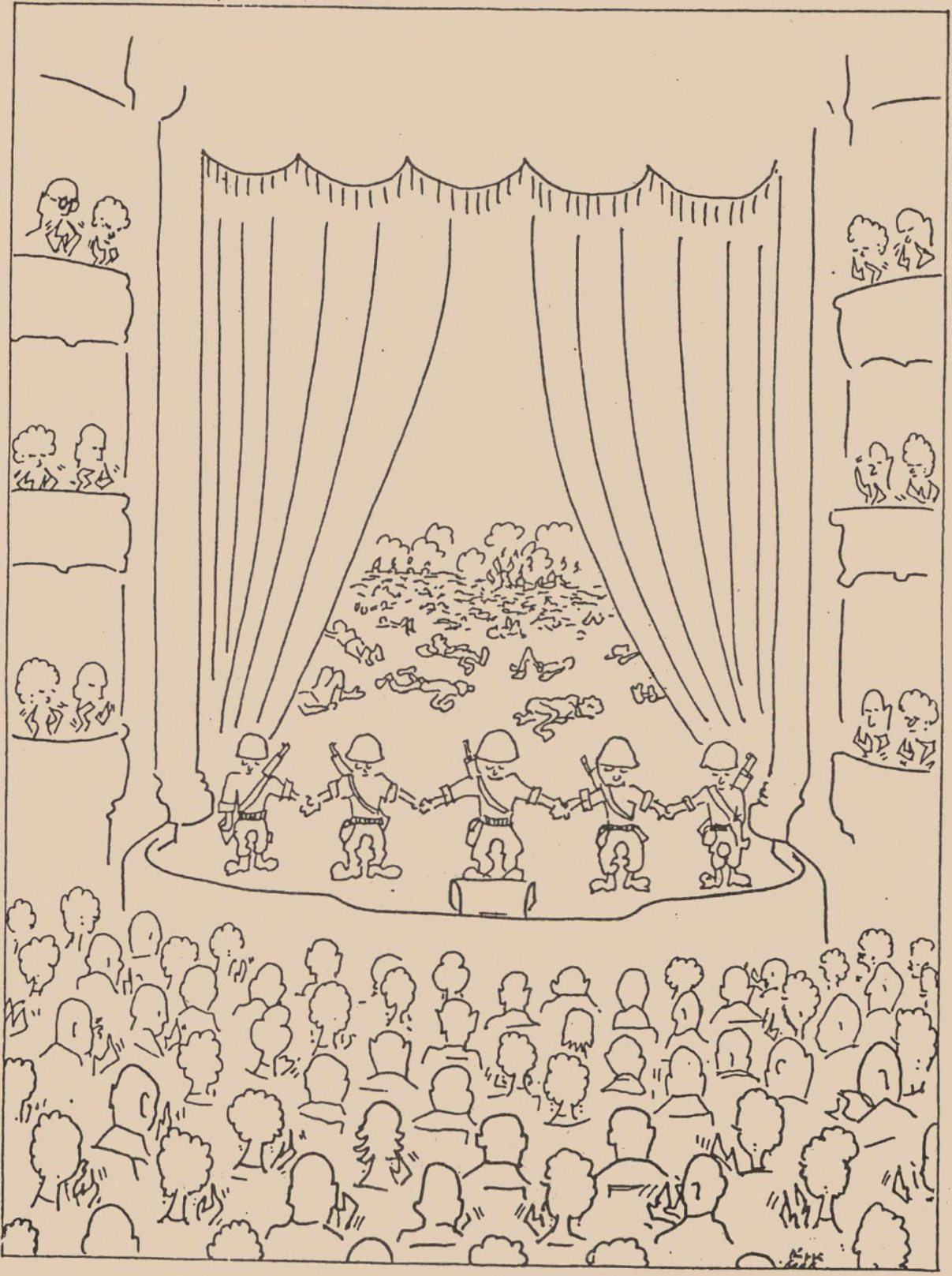
VILLE :

PAYS :

cotisation de soutien - donation : 24 ECU - 1000 FB

abonnement - subscription to "The Right": 14 ECU - 600 FB

GIRO (CCP) : 000-1580109-76



MYRTLE SOLOMON NOUS A QUITTÉ LE 22 AVRIL 1987.

Merci chère Myrtle de nous avoir donné tant de diplomatie et tant de courage pour la Paix.

Le Bureau Européen de l'Objection de Conscience restera fidèle à tes espérances.

# Myrtle Solomon an appreciation

Peace News  
15 May 87

IN MEMORIAM: MYRTLE SOLOMON

C'est le 22 avril 1987 que Myrtle est décédée. Depuis plus de 15 ans, dans toutes les sections de la WRI elle était connue et les objecteurs aimaient cette femme militante qui présidait l'Internationale de 1975 à 1985, puis accepta d'en devenir la trésorière. Elle aimait beaucoup rire et travailler. Sa dernière lettre envoyée à tous devait être accompagnée d'un mot personnel qu'elle n'a plus eu la force de rédiger car le cancer avait vaincu sa résistance, mais pas sa force morale.

C'est extraordinaire de lire ainsi qu'elle part à la campagne "contempler pour la dernière fois un bel été" tout en nous mobilisant pour trouver l'argent, et effectuer notre action mondiale anti-militariste et non violente contre la guerre et les folles dépenses.  
Merci chère Myrtle de nous avoir donné tant de diplomatie et de courage pour la Paix.

Jean VAN LIERDE  
Président de la C.S.C.J.,  
membre associé de la W.R.I.

L'objecteur. Avril. Mai '87

Een triest bericht. Myrtle Solomon, huidig penningmeester van de WRI en ondervoorzitter van EBCO, is op 22 april 11. overleden. Zij was gedurende 8 jaar voorzitter van de WRI, periode waarin zij zich met een groot rechtvaardigheidsgevoel inzette voor de vrede. Zij deed dit niet alleen met woorden, maar vooral met daadwerkelijke steun te verlenen aan dienstweigeraars, basismilitanten en pacifisten. Ten tijde van haar voorzitterschap, toen het WRI-sekretariaat een tijdje in het Huis van de Vrede te Brussel gehuisvest was, hebben wij haar leren kennen als een sterk geëngageerde en tolerante persoonlijkheid. Met haar verliest het vredeswerk een van haar ferventste voorvechters.

Protest. Januari. April 87

Myrtle Solomon, who died on April 22, aged 65, was one of the most creative and best loved people in the British and international pacifist movement. Michael Randle writes about her life and influence during over 40 years of pacifist involvement.

For me, writing an appreciation of Myrtle is not easy. The sense of loss is still acute. And because she was not an outstanding theorist, or grand orator, or the initiator of some bold new strategy, it is difficult to pinpoint and do justice to her particular and invaluable contribution to the non-violent movement.

Listing the offices she held within the movement is not adequate but provides an essential framework. Myrtle became a pacifist and joined the Peace Pledge Union (PPU) in 1946, having given up training to be an actress at the outbreak of World War II to undertake unpleasant and dangerous work in a munitions factory. The instinct for theatre and pageantry remained with her and was put to good effect in the public demonstrations and happenings she organised in the course of her work for the peace movement. But the war work too provides a clue to her character. She had a quiet courage—the opposite of ostentatious heroism—which expressed itself in a willingness to work with great energy for things she believed in, despite personal risk and discomfort.

War Resisters' International (WRI). The WRI Council comprises representatives from its constituent sections and twelve internationally elected members. Myrtle became the PPU representative on the WRI Council in 1967. Three years later she became an internationally elected member and joined the Council's inner working group, the Executive Committee. From 1975 to 1986 she was Chair of WRI. During much of that time she worked full time and unpaid for the organisation, rescuing it from near-collapse in 1978-80 when she went to live and work at its Brussels headquarters. From 1986 until her death she was the organisation's Treasurer.

## IMAGINATIVE ORGANISER

She was, then, an organiser and administrator. Bureaucratic work tends to be undervalued, even denigrated, in peace and libertarian movements—though in fact it provides the backbone of any campaigning organisation, the framework for effective public action. Myrtle understood this and she had no patience with slipshod organisation or the fashionable '60s notion that things just happen of their own accord. Yet



photo: Peace Pledge Union

Myrtle at a Peace Pledge Union exhibition in London in the '70s

In 1957 she became the PPU's part-time organiser for the London Region, participating also in its Development and Campaign Committees. From 1965 to 1972 she was PPU General Secretary and, on retiring from this post, became its Treasurer until 1978. She edited the PPU journal, the *Pacifist*, from 1965 to 1980 and remained a member of the PPU Council until her death. She was also, from the late 1960s onwards, secretary of the Central Board for Conscientious Objectors.

I got to know her through her work with

she was the very opposite of a "bureaucrat" in the pejorative sense of that term. Indeed it was above all the human and imaginative qualities she brought to the organisational work that made her so esteemed and loved in the movement.

She had an acute sense of what was needed to hold a movement, or any given meeting, together. Once, soon after she took over the Chair of WRI, she was chairing a meeting at which people were getting more and more angry and frustrated. At a certain point Myrtle quietly stripped off her blouse and

poured the speakers' jug of water over herself. The meeting dissolved in laughter; the tension was broken. Her talent for holding people together, and for gaining the trust of differing factions—including those she openly disagreed with on key issues—did as much, in my view, to prevent WRI from breaking up in the late 1970s as the discipline she brought to bear on the administrative work.

I have said she was not an outstanding orator. She was for all that a very effective speaker, using humour rather than rhetoric to make her points. Orators in the grand tradition tend to use rhetoric to dazzle an audience and draw attention to themselves. Myrtle by contrast was concerned above all to communicate with her audience. She went out of her way to study the people she was talking to, whether at an internal WRI meeting, or at a public event—such as the occasion on which she addressed the United Nations Second Special Session on Disarmament on behalf of WRI. She thus always had a keen sense of her audience. At last year's WRI Triennial conference at Vedchhi in India she transformed the opening session with an address which introduced the non-Indians to their hosts, and the Indians to their overseas guests.

The Vedchhi Triennial was for her a moment of special triumph. At the beginning of 1985 she had to undergo a major operation for the removal of a tumour, and it was against her doctor's advice that she travelled to India at all. But she went there several months in advance to help with preparations and to undertake a series of speaking engagements. None of us who attended the conference will forget the sight of her standing, small, erect and triumphant on the first of the painted bullock carts that were to take us the last few bumpy miles to the Vedchhi Ashram.

## CREATIVE GOSSIP

Myrtle was marvellous company. She was an excellent cook, she liked whisky, fine wines, and a good gossip. But the gossip was creative, played for laugh and not for spite, to diffuse tension not to add to bitterness. This penchant for "creative gossip" was an important part of her success in holding people together. She had a wicked, deep, infectious laugh that started somewhere deep inside her and in the finish set her whole body shaking.

There are other aspects to her life and work that there is no space to deal with in a short appreciation. Two can be noted briefly. First, her deep concern for the plight of imprisoned conscientious objectors and her campaigning work on their behalf, notably in Spain and Greece. Second, her special interest, due in part to her Jewish background and upbringing, in the peace process in the Middle East.

## UNIQUE CONTRIBUTION

She will be missed—most keenly by her close companion of many years, Mary Wilkins, who nursed her through her last illness, but also by her immediate family and those she thought of, and referred to, as "her family" in the WRI. It was another close friend of hers, Sybil Morrison, who many years ago wrote in *Peace News* that she rejected the notion that no-one is indispensable; on the contrary, she argued, every individual has a unique contribution to make. Those of us in WRI are acutely conscious that the movement will not be the same without her. Yet it is stronger for her contribution to it—just as the lives of those who knew her have been enriched by the shared struggles, debates, frustrations—and laughter.

MICHAEL RANDLE

## Addio, Myrtle Solomon

Il 22 aprile scorso si è spenta Myrtle Solomon.  
Con la sua straordinaria carica aveva retto per oltre dieci  
anni la Presidenza della War Resister's International.

Azione Non Violenta  
Maggio 1987

Per oltre dieci anni Myrtle Solomon è stata alla presidenza della War Resisters International (l'Internazionale dei resistenti alla guerra), contribuendo in modo determinante al rilancio politico dell'Internazionale e divenendone un caposaldo organizzativo. Con lei la WRI ha conosciuto un rinnovato slancio delle attività e della immagine.

A livello europeo ha lavorato moltissimo per l'obiezione di coscienza, sia nella Commissione per i diritti dell'uomo a Ginevra, sia con il Parlamento Europeo a Strasburgo. In rappresentanza della WRI ha preso parte alla seconda sessione speciale sul disarmo all'Assemblea generale dell'Onu a New York.

Chi ha conosciuto personalmente Myrtle non la può dimenticare: questa signora inglese, piena di "fair-play" e di "humor" (la ricordiamo quando alla fine della Triennale in Danimarca, subito dopo essere stata eletta alla Presidenza si versò in lesia un bicchiere d'acqua davanti a tutta l'assemblea "bhé - disse - in qualche modo volevo stupirvi e penso di esserci

riuscita") ha preso sulle sue spalle tutto il peso della conduzione del movimento pacifista internazionale; un corpo esile racchiudeva una straordinaria forza d'animo: "dobbiamo essere fermi e risoluti a bloccare lo sviluppo delle armi trasformando il nostro desiderio in azioni concrete, altrimenti esso non avrà alcun valore": fu questo il cuore del suo messaggio lanciato dalla rocca di Assisi al termine della 4ª Marcia della Pace nel 1985.

Negli ultimi tempi, colpita dalla malattia, Myrtle era stanca. All'ultima Assemblea Triennale, in India, ha lasciato la Presidenza ma ha continuato il suo servizio lavorando nella tesoreria della WRI e impegnandosi nel movimento pacifista britannico.

Myrtle se ne è andata il 22 aprile, lasciando un grande vuoto: umano e politico, nel movimento pacifista internazionale. Un rinnovato impegno nella WRI farà il nostro ringraziamento più gradito da Myrtle. Per quanto ci ha insegnato le dobbiamo molto.

TABLE DES MATIERES - CONTENTS

OBJECTIFS DU BEOC - EBCO's AIMS .....	2
APPEL .....	3
HOMMAGE à MYRTLE - TRIBUTE to MYRTLE .....	5
EDITORIAL .....	7
GREECE - RDA - YUGOSLAVIA .....	9
AMSTERDAM, AOUT 87 - VD .....	10
AFRIQUE DU SUD - SOUTH AFRICA .....	12
COUNCIL OF EUROPE .....	19
CONSEIL DE L'EUROPE .....	20
LA COMMUNAUTE EUROPEENNE .....	21
THE EUROPEAN COMMUNITY .....	23
FINLANDE .....	27
FINLAND .....	28
FRG - RESERVISTEN VERWEIGERN .....	29
RFA - L'OBJECTION DE CONSCIENCE DANS LA RESERVE .....	30
ESPAGNE - SPAIN - ESPANA .....	32
POLOGNE - POLAND - POLSKA .....	34
WOMEN FOR PEACE - INTERVIEW WITH Mrs M.PAPANDREOU .....	37
ITALIE - ITALIA - PRESENTATION DU LIVRE DE G.GIANNINI .....	39





Dans le "Right to refuse to kill", vous ne trouverez que des textes relatifs à l'objection de conscience et le terme "objection de conscience" cités à tout moment. Préoccupation de quelques centaines de milliers de jeunes confrontés au service militaire mais aussi sensibilisés comme d'autres milliers de personnes aux problèmes de la Paix, de la résolution des conflits, de la non-préparation à la guerre et du respect des droits de chacun dans nos sociétés dites "modernes".

Un monde sans conflit n'est plus seulement un rêve mais surtout un objectif à atteindre le plus rapidement possible. Bien sûr, le seul refus de servir dans une armée et d'obtenir un statut d'objecteur de conscience ne peut être une fin en soi. Le simple fait d'effectuer par exemple un service alternatif, s'il n'est pas utilisé comme un moyen privilégié pour lutter contre le militarisme sous quelque forme qu'il soit ne restera qu'une alternative au service militaire, et le légitimera d'autant plus que tout type de service "national" existe et est toujours mis en place seulement parce qu'une armée existe.

Tant que des moyens seront donnés aux armées, qu'elles soient pour maintenir un régime, un état en place, ou pour renverser ce régime, nous ne pourrons espérer jouir un jour ensemble des droits qui devraient incomber à chacun de nous sur cette planète.

Malheureusement, la suppression de l'armée, sans supprimer les raisons de son existence actuelle ne résoudra pas les problèmes. L'armée n'est qu'un moyen utilisé pour défendre des privilèges politiques, religieux, économiques, sociaux. toutes les discriminations existantes fondées sur la couleur, la race, le sexe, la langue, la croyance, l'opinion politique n'existent que parce que tous ces intérêts sont en jeux, transformés en pouvoir, racisme xénophobie, sexisme, machisme, violence ... toutes ces "valeurs" inhérentes à toute armée.

Mais les avantages sont toujours du côté du plus fort. Uniquement parce qu'on le veut bien, alors que le jour où la majorité se rendra compte de sa servitude et des manipulations des décideurs, cette majorité pourra choisir sa vérité. Il y aura alors peu de chance pour qu'elle se trompe ... de PAIX .



*In this issue of The Right to Refuse to Kill, you will only find texts related to conscientious objection and read the words conscientious objection to satiety.*

*Subject of concern for several hundred thousands people confronted with military service but who, like thousands other ones are open to matters of peace, conflict resolution, war resistance and respect of everyone's rights in our so-called modern societies.*

*A world without conflicts is no longer a dream but above all a goal to reach as soon as possible. Of course, the mere refusal to serve in an army and get a conscientious objector status can not be an end in itself. The sole accomplishment of an alternative service, if it is not used as a favourable means to act against milita-*

*-tarism in whatever possible way, will only remain an alternative to military service, and will contribute to its legitimacy. All forms of "national" service exist and are set-up only because armies exist. As long as means of action are given to armies, be it to maintain or overthrow a regime, a state, we can not hope to all enjoy together one day the rights that ought to come to us all.*

*Unfortunately, suppressing armies without pulling out the root-causes for its existence will not solve the problems. Armies are just a means to defend political, religious, economical, social privileges. All discrimination based on colours, races, sexes, languages, beliefs political opinions only exist because those privileges are at stake and turned into power, racism, xenophobia, sexism, machismo, violence... all the values that are inherent in armies.*

*The odds are always for the powerful and this simply because we accept it. Comes the day when a majority of people takes conscience of its servitude and the manipulation of decision-makers. This majority will then choose its own truth and unlikely pick up the wrong kind of... PEACE .*



*Comme chaque année, depuis 1984, le 15 mai est la journée internationale de l'Objection de Conscience.*

*La date importe peu. Il s'agit de comprendre plutôt que ce jour du 15 mai représente un carrefour pour les objecteurs et ceux qui les soutiennent. Jour privilégié de rencontre des aspirations de ceux qui, en Europe et partout dans le monde, organisés en mouvements ou en groupes, revendiquent pour eux-mêmes et pour tous le respect d'un droit fondamental : L'OBJECTION DE CONSCIENCE .*

En plus des recommandations du Conseil de l'Europe et de la résolution "Macciocchi" du Parlement Européen, ce 15 mai 1987 bénéficiera d'une légitimation inédite : le 11 mars dernier, à Genève, la Commission des droits de l'homme de l'ONU, par une résolution, associait à jamais Objection de Conscience et Droits de l'Homme. Le droit à l'objection de conscience, "exercice légitime du droit à la liberté de penser", exige désormais d'être respecté comme doit l'être tout droit universel et inaliénable.

C'est ce droit que les objecteurs revendiquent aujourd'hui : un droit pour eux-mêmes mais aussi, en ce 15 mai, pour les objecteurs des pays dont la législation ne respecte pas cette liberté de pensée et de parole.

Le 15 mai 1986 avait été consacré aux cas de la Pologne et de la Grèce. L'arrestation récente de Michalis Magarakis, objecteur grec et l'absence de toute évolution législative en matière d'objection font de la Grèce un cas toujours d'actualité (le procès de Michalis, reporté pour la troisième fois doit avoir lieu le 25 juin prochain). De même en Pologne, la situation des objecteurs est toujours stagnante, malgré les déclarations d'intention des autorités.

Cependant, l'accent a été particulièrement mis cette année sur la Yougoslavie, où un réel mouvement revendicatif est apparu dans la République de Slovénie (comme cela a été également le cas dans les 2 pays précédemment cités). Six objecteurs, déjà condamnés à des peines de plusieurs années de prison, risquent une nouvelle fois l'emprisonnement. Ce 15 mai, a donc été l'occasion de montrer la solidarité des objecteurs de différents pays et leur détermination.

Enfin, et parce que cette journée principalement européenne est aussi l'occasion pour l'Europe de se tourner vers d'autres horizons, le 15 mai 1987 a été également consacré au cas de l'Afrique du Sud, pays où le problème des objecteurs refusant de servir dans l'armée de l'apartheid a définitivement pris un tour dramatique. Ce 15 mai 1987 fut ainsi une journée privilégiée durant laquelle les objecteurs montrèrent leur solidarité avec le mouvement Sud-africain persécuté E.C.C. (End Conscription Campaign) .

Ce fut également l'occasion d'insister à nouveau sur la situation des pays européens. Dans ces pays, en effet, la résolution "Macciocchi", votée par le Parlement Européen le 7 février 1983, n'est toujours pas appliquée intégralement et plusieurs milliers de personnes sont toujours incarcérées pour délit d'opinion, ayant refusé d'effectuer leur service national.

*Ce 15 mai a donc été une fois encore plus qu'un symbole: il fut avant tout le moment fort, partagé par tous nos amis, de la lutte quotidienne pour la reconnaissance du droit à l'objection de conscience.*

*Ce droit, est un "droit de l'Homme" , universel.*

*Il dépasse largement le seul cadre de l'objection et intéresse tous ceux qui luttent pour le respect de la liberté et de la parole de chacun, que cette liberté s'appelle objection ou autrement.*

*La défense d'UN DROIT demande la participation de tous ceux qui ont fait DU DROIT LEUR OBJECTIF .*

# URGENT - GREECE

MICHALIS MAGARAKIS, emprisonné depuis le 11 mars, passera en procès le 25 juin. La campagne de soutien déclenchée depuis son arrestation doit impérativement continuer pour obtenir sa libération et forcer le gouvernement Grec à reconnaître le DROIT A L'OBJECTION DE CONSCIENCE.

MICHALIS MAGARAKIS, imprisoned since the 11<sup>th</sup> of March, will be tried for his refusal to serve in the army, on June 25<sup>th</sup>. The support campaign started since his arrestation must be followed to obtain his release and force the Grec government to recognize the RIGHT TO CONSCIENTIOUS OBJECTION.

- Christos Sartsetakis : President of Greek Democracy, Megaro Herodou Attikoy, Athens
- Andreas Papandreou : Prime Minister , Kastri , Athens
- Yannis Charalambopoulos: Minister of National Defence, Cholargos , Athens
- Lefteris Verivakis : Minister of justice, Sokratus and Zinonos , Athens

SUPPORT GROUP: ARNOUME , P.MELA 19 , 54 622 THESSALONIKI

## DECLARATION SUR L'OBJECTION DE CONSCIENCE DU GROUPE PACIFISTE EST-ALLEMAND

"Paix et Droits Humains" a envoyé la déclaration suivante à Varsovie, où elle a été adoptée unanimement par le séminaire international organisé par Wolnosc i Pokoj:

**R**

"Devant les dangers d'une confrontation Est-Ouest, nous, citoyens des pays du Pacte de Varsovie, nous voyons particulièrement obligé de nous investir avec authenticité dans la campagne pour la paix mondiale.

**D**

Malgré les nombreuses propositions de désarmement offertes principalement par les gouvernements de nos pays, il n'y a pas de réelles perspectives pour une réduction des immenses armées et potentiels militaires. Voilà pourquoi nous voulons développer des activités populaires pour la paix et les droits humains et civiques dans nos pays.

**A**

Nous nous proclamons en faveur de garanties constitutionnelles pour les principes suivants:

- 1 - le droit de refuser le service militaire indifféremment pour des motivations politiques et religieuses;
- 2 - la constitution d'un service civil non intégré dans les structures militaires;
- 3 - ne pas introduire la conscription pour les femmes;
- 4 - le droit d'élever et d'éduquer les enfants sans formation ni propagande militaire;
- 5 - le droit pour tous les citoyens de refuser de travailler à des fins militaires;
- 6 - l'interdiction de l'emploi des forces militaires du Pacte de Varsovie contre un Etat membre dans le but d'exercer des pressions sur la situation politique de ce pays.

Tant que ces garanties ne sont pas légalement acceptées, nous nous manifesterons, peu importe les conséquences personnelles auxquelles nous aurons à faire face."

Groupe pour la Paix et les Droits Humains, ROA

## YUGOSLAVIE

**U**

**G**

**O**

**S**

**L**

**A**

**V**

**I**

**A**

Because of a few technical problems, we cannot give a precise account of the Yugoslavian situation and talk about the meetings organized in Ljubljana on the international CO day of May 15<sup>th</sup>.

We prefer to wait for the next issue of this paper to do a detailed analysis of Yugoslavian CO's problems.

A cause de quelques problèmes techniques, nous n'avons pu faire un compte-rendu de la situation Yougoslave et des rencontres organisées à Ljubljana lors de la journée internationale de l'objection de conscience du 15 mai.

Nous préférons attendre le prochain numéro de ce journal pour faire une analyse détaillée des problèmes des objecteurs Yougoslaves.

# VEEDEE

vereniging diens  
g dienstweigeraa  
weigeraars vereni

**vereniging  
dienstweigerars**

ing diensiv  
weigerars  
ars veren

## RENCONTRE INTERNATIONALE D'OBJECTEURS DE CONSCIENCE DU 21 au 24 AOUT 87 à AMSTERDAM

En 81 a commencé la tradition de réunions annuelles d'objecteurs. Après Copenhague, Amsterdam, Strasbourg, Helsinki, Athenes, c'est une nouvelle fois à Amsterdam qu'aura lieu cette année cette nouvelle rencontre. Moment privilégié pour que puissent se rencontrer des objecteurs de tous horizons, nous espérons que de nombreux groupes seront représentés, des pays dans lesquels l'objection est officiellement reconnue mais aussi des pays dans lesquels ce droit est toujours bafoué.

Des détails précis vous sont précisés dans le texte ci-joint (en anglais qui sera la langue utilisée). Le programme suivant est envisagé:

- Un thème général concernant les problèmes et la nature du travail antimilitariste.
- Des groupes de travail aborderont des sujets spécifiques (par exemple la situation de certains pays).
- discussion sur les actions collectives (campagnes de soutien, journée internationale de l'objection de conscience ...). Choix de pays pour le prochain 15 mai, pour les prochaines rencontres internationales...

## Youth and Conscription

eds: Kimmo Kiljunen and Jouko Väänänen

You can get the book directly from our office. The price is 4 pounds plus postage by a payment to our account at Postipankki, Finland, PSP 6434-7. The price includes V.A.T.

International Peace Bureau  
War Resisters International  
Peace Union of Finland  
Union of Conscientious Objectors in Finland

Peace Union of Finland  
Rauhansama  
Veturitorni  
00520 Helsinki  
Finland  
Tel: 358-0-141314

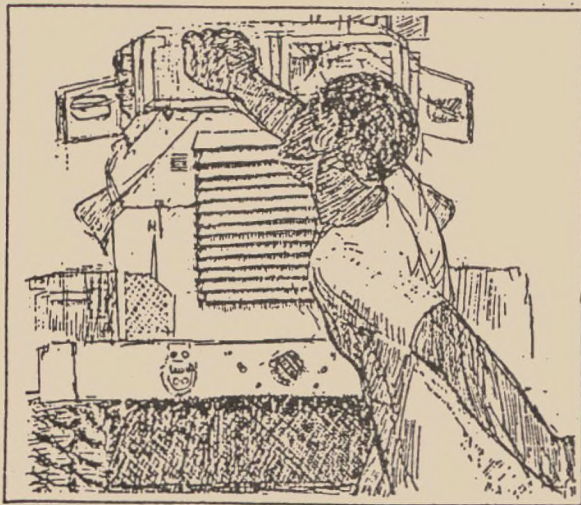
### Contents

1	SOCIAL HISTORY OF CONSCRIPTION		
1.1.	Denis Hayes: Conscription conflict	2	
1.2.	Pertti Joenniemi: The socio-politics of conscription; on the background of a latent crisis	8	
1.3.	Jukka Heinonen: Conscription vis-a-vis professional army	17	
1.4.	Peter Whittle: Conscription as a global phenomenon	25	
1.5.	Frank Field: Conscription and the growth of war	3	
1.6.	Ulrich Herz: The Nürnberg principles reconsidered	41	
2	MILITARY SYSTEM IMPOSING ON YOUTH		
2.1.	Seppo Randell: The impact of conscription on social attitudes	56	
2.2.	Hannu Sikkilä: Conscription and youth culture	59	
2.3.	Ilpo Helén: Commentary on the conscript army as a social institution	65	
2.4.	Stelios Psonias: Forms of militarisation of the society; The special case of the youth	72	
3	SEXUAL ROLES AND CONSCRIPTION		
3.1.	Ellen Elster: Conscription of women	78	
3.2.	Bernadette Ridard: Women and militarism	91	
3.3.	Leila Räsänen: Commentary on conscription of women	97	
3.4.	Aki Iicatanen: Women in the military system: Historical myths and contemporary problems	99	
3.5.	Dorothea Woods: Ethical problems related to the conscription of women	107	
4	SOCIAL HISTORY OF CONSCIENTIOUS OBJECTION		
4.1.	Myrtle Solomon: Conscription and conscientious objection-heritage of the past for youth	122	
4.2.	Judith Baker: The right of youth to alternative service	127	
4.3.	Ulrich Herz: Conscientious objection as a national right and an international obligation	142	
4.4.	Riikka Pelli-Sihvola: Conscientious objection as a human right	150	
4.5.	Kari Palonen: Refusal of military service as a political act and its significance for the individual	160	
4.6.	Robert Polet: Conscientious objection and political strategy	169	
4.7.	Rebecca McCormick: The internationalism of alternative service	183	
5	CONSCIENTIOUS OBJECTION AND CONSCRIPTION — case studies		
5.1.	Guido Grünewald: The German case	190	
5.2.	Scandinavia		
5.2.1.	Jens Drivsholm: Conscription in Denmark	208	
5.2.2.	Martin Scheinin: Conscription and conscientious objection in Finland	210	
5.2.3.	Tor Egil Forland: Norway	218	
5.3.	Dorothea Woods: Switzerland	227	
5.4.	United States of America	000	
5.4.1.	Matt Meyer: Legal and economic conscription	230	
5.4.2.	Kath Duffington: Two ways of working against economic conscription: Counterrecruitment and military counseling	234	
5.4.3.	Mike Felker: War Resisters' League and Viet Nam Veterans reach out to youth	236	
5.5.	South Africa	000	
5.5.1.	Kimmo Kiljunen: White COs opposing apartheid	238	
5.5.2.	Peter Hathorn and Laurie Nathan: End Conscription Campaign	240	
5.5.3.	Roger Field: COSAWR: Resisting the Apartheid War	246	
	APPENDIXES		
	Contributors		
	Right to refuse to kill		
	IPB & WRI information leaflets		





*south  
africa*



### THE SITUATION

On the 21<sup>th</sup> of march 1960, the S.A.D.F. (South African Defence Forces) intervened in the township of Sharpeville in order to repress a riot set off by pass-laws restricting the circulation of Black populations. The final official toll was 67 killed. What might have been an exception turned into common practice in the following years. Countless military interventions in the townships have occurred since then.

Internal repression and external aggression increased steadily while the Republic of South Africa (R.S.A.) became that "archaic island" denounced repeatedly by the United Nations Organisation (U.N.O.). The illegal occupation of Namibia, backing of terrorist movements in S.A. (UNITA in Angola, Mozambique National Resistance in Mozambique), system of apartheid were on the record. In parallel to these exactions, a movement of resistance to conscription developed within S.A. .

The A.N.C. (African National Congress) decided in 1961 after the Sharpeville massacre to abandon non-violent resistance. To meet this initial threat, a selective ballot system of conscription was introduced resulting in about 7,000 white males being called up annually for 9 months, effectively increasing the SADF's standing to about 10,000. A few years later, conscription was to be generalized (1967) in order to meet the needs generated by South African policy. That change led conscientious objectors to go underground or into exile.

In the early 70's, liberation wars in Mozambique and Angola added to the SWAPO's (South West Africa People's Organisation) armed struggle in Namibia had the South African government extend the military service to 12 months with 19 days Citizen Force camps introduced annually for a 5 year period.

The South African situation is -sadly- on the agenda. President P.W. Botha is telling foreign nations to mind their own business and to let South Africa solve its own problems. We cannot remain impassible in front of what is called by Desmond Tutu "an escalation in oppression, intolerance and repression" .

In a TV interview, P.W. Botha recently stated that he would see to it that the government take strong measures against extra-parliamentary activities as well as against the financing of anti-apartheid organizations through funds coming from abroad.

Now that we have the results of the May elections which reinforced the right wing to its extreme (whose policies we only know too well), it is urgent to seriously consider the South African problems. The countdown has begun. Confronted with the intransigence of the S.A. government, the anti-apartheid movement watches the vanishing hope of a peaceful settlement.

On the International C.O. Day (15<sup>th</sup> of May) in Paris, the Conscientious Objectors Movement (M.O.C.) organized a press conference with representatives from 7 different countries. Among them, was a South African conscientious objector member of the COSAWR (Committee On South African War Resistance). A gathering was later held in front of the South African embassy and a video-conference set up in the evening (with a projection of the E.C.C.-End Conscription Campaign- video).

With the SADF coming up more and more as an apartheid defence force, the South African Council of Churches (SACC) went on in 1974 to challenge their members that adherence to christianity meant rather that they should identify with the oppressed which "in our situation, involved becoming conscientious objectors". Legislation was rushed through making it a treasonable offense to assist or encourage anyone to refuse service.

By late 1975 Angola and Mozambique won their independence from Portugal, decisively swinging the balance of power in favour of the liberation struggle and taking Pretoria's strategists by surprise. In direct response to this and the intensification of the full-scale border war in Namibia, Citizen Force camps were increased from 19 days to a full 3 months. The "Total National Strategy" that was formulated in 1977 intensified under P.W. Botha internal repression and direct or indirect intervention in neighboring states. All effective decisive power would from now on, be centralized under the State Security Council, dominated by military and police commanders. Also in the wake of the growing crisis facing the apartheid regime, national service was doubled to 24 months in 1977 and Citizens Force camps extended to 8 years. The defence budget also jumped from 707 million rands in 74-75 to a staggering 1940 million rands only 3 years later.

### "PUBLIC" CONSCIENTIOUS OBJECTORS

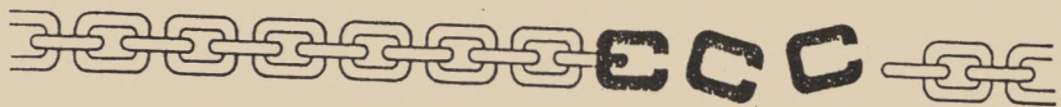
In the wake of growing war resistance, the SADF tried to split conscientious objectors through penalizing less Peace Church objectors than other objectors. In november 1979, Peter Moll became the first person to publically object to military service. He was joined by fellow objector Richard Steele in february 80 and others later on.

Beginning 1982, Defence Minister Magnus Malan decided to develop Citizen Force service which meant that all males after completing national service and citizen force duty, up to the age of 55 were eligible for 12 days annually in their allotted commando unit.

### RECOGNITION OF RELIGIOUS OBJECTORS

Under a new law passed in 1983 all strictly religious pacifists (Jehovah Witnesses, Quakers) could gain conscientious objector status if they were accepted by a board of government, military and religious representatives. They could either apply for non-combattant duty in the SADF or so-called alternative service in a state department for 1½ times that of national service i.e. 6 years. 350 applications for C.O. status have been accepted so far. Other objectors have to face a 6 year-prison-sentence and in most cases go into exile.

source: COSAWR and MOC (press file)



In March 1983, the Black Sash (association mainly of white South Africans that help black people in everyday life problems) called for an **END TO COMPULSORY CONSCRIPTION.**

The growing militarization of society, the terror maintained in the townships, the Namibian policy, the violation of the conscripts' conscience and a project for the extension of conscription to Coloured and Indian youths set-off the constitution of a grouping of associations and individuals answering to the Black Sash's call.

The End Conscription Campaign (E.C.C.) appeared in November 1983. Its success was immediate and groups were soon formed in Cape Town, Port Elizabeth, Durban, Johannesburg and Pietermaritzburg.

7,000 conscripts (out of 14,000) did not turn up at the January 85 call-up.

Since then, the officials have refused to give out figures.

The state of emergency in 1985 and 86 lead to a tide of arrestations of E.C.C. members. One of them Janet Cherry has just been released after 5 months in jail. New punitive laws limit the liberty of action for all those who denounce the role the SADF is playing.



# UNITED NATIONS



Since the adoption of the 1948 Convention on the Prevention of the Crime of Genocide, the U.N.O. has called repeatedly on South Africa referring to The Charter of the United Nations or the Geneva Conventions of 1949. In addition to that, numerous resolutions (in 1968, 73, 76, 77, 80 and 87) have been passed condemning the system of apartheid, South African aggression and the violation of Human Rights.

In December 78, the United Nations General Assembly adopted unanimously Resolution 33/165 which "recognises the right of all persons to refuse service in military or police forces which are used to enforce apartheid" and "calls upon member states to grant asylum or safe transit... to persons compelled to leave their country of nationality solely because of a conscientious objection to assisting in the enforcement of apartheid through service in military or police forces".

Resolution 35/206B of December 1980 includes an appeal "to the youth of South Africa to refrain from enlisting in the South African armed forces, which are designed to defend the inhuman system of apartheid, to repress the legitimate struggle of the oppressed people, and to threaten and to commit acts of aggression against neighbouring states."

In the same spirit, the International Convention on the Suppression and Punishment of the Crime of Apartheid obligates the individual not to participate in actions which support apartheid. It comes out clearly then that international laws supported by The Nuremberg Principles not only insist on the citizens' right to object to a military service enforcing apartheid but even more, require them to do so.

\*United Nations information Centre: -New York, N.Y 10017, USA  
-1211 Geneva 10, Switzerland

L'ONU demande à l'Afrique du Sud de reconnaître chaque droit cité dans la déclaration universelle, de stopper instantanément sa politique d'apartheid, de retirer ses forces armées de Namibie, de cesser toute agression envers ses pays voisins.

Depuis la convention sur la prévention du crime par génocide de 1948, l'ONU a interpellé l'Afrique du Sud en référence à la charte des Nations Unies, les conventions de Genève de 1949 et révisé ses textes en 1968, 73, 76, 77, 80 et 87 pour condamner l'apartheid, les agressions de l'Afrique du Sud et les violations incessantes des droits de l'homme.

En décembre 1978, l'Assemblée Générale a adopté unanimement la résolution 33.165 et "reconnait le droit à toute personne de refuser un service dans les forces de police ou militaire utilisées pour faire valoir l'apartheid. L'ONU appelle les états-membres à accorder le droit d'asile ou de transit et fournir toute assistance nécessaire aux objecteurs de conscience contraints de quitter leur pays."

La résolution 35.206B de décembre 1980 inclus un appel "aux jeunes sud-africains et les exhorte à ne pas s'engager dans la SADF dont les intentions sont de défendre le système inhumain de l'apartheid, de réprimer la lutte légitime d'un peuple opprimé, de menacer et commettre des actes d'agression contre des états voisins."

La convention Internationale sur la suppression et la condamnation du crime d'apartheid oblige tout individu à ne pas prendre part aux actions qui soutiennent l'apartheid. Il est donc clair que la loi internationale n'appuie pas seulement sur les droits des citoyens à objecter au service militaire qui renforce l'apartheid mais oblige à ne pas servir.

\* centre d'information des Nations Unies :-New York, N.Y. 10017, USA  
-1211 Genève 10, Suisse

POLAND



LIBYA



SOUTH AFRICA





La situation en Afrique du Sud est encore malheureusement à l'ordre du jour (\*). Le président Botha demande aux nations étrangères de se mêler de ce qui les regarde et de laisser l'Afrique du Sud régler ses problèmes seule. Mais nous ne pouvons rester impassible devant ce qu'appelle Desmond Tutu : "une escalade de l'oppression, de l'intolérance et de la répression". Lors d'un entretien télévisé, P.W. Botha indiquait récemment qu'il veillerait à ce que le gouvernement prenne des mesures très fermes contre les actions extraparlimentaires ainsi que contre le financement des organisations anti-apartheid par des fonds venus de l'étranger et que tout changement doit intervenir dans le cadre du Parlement.

Connaissant désormais les résultats des dernières élections blanches du 6 mai, qui a vu la droite se renforcer à l'extrême, et dont nous connaissons que trop les choix politiques, il est urgent de considérer sérieusement les problèmes sud-africains. Confrontés à l'intransigeance du gouvernement, les mouvements anti-apartheid voient s'envoler le faible espoir d'un règlement pacifique de la situation.

A Paris, le 15 mai, journée internationale de l'objection de conscience, le mouvement des objecteurs de conscience organisait une conférence de presse à la Ligue des Droits de l'Homme, avec huit représentants d'organisations et de pays différents. L'un de ces intervenants est Sud-africain et membre du COSAWR (Committee On South African War Resistance). Une manifestation a également eu lieu devant l'ambassade d'Afrique du Sud à Paris et une vidéo-conférence d'organisée sur ECC (End Conscription Campaign). Le texte ci-dessous a été tiré du dossier de presse envoyé aux agences, journalistes, politiciens...

\* right to refuse to kill  
sept - oct 85

## LA SITUATION

Le 21 mars 1960, la S.A.D.F. (South Africa Defence Force, l'armée sud-africaine) intervient dans le township de Sharpeville afin de mater une émeute contre les laissez-passer limitant les déplacements de la population noire.

Le bilan officiel est de 67 morts. Ce qui aurait pu rester une exception allait devenir pratique courante dans les années suivantes. On ne compte plus les interventions militaires dans les townships, ces ghettos noirs.

Répression intérieure et agression extérieure vont croître tandis que la République Sud Africaine devient cet "îlot archaïque" dénoncé à maintes reprises par l'O.N.U. : occupation illégale de la Namibie, soutien aux mouvements "terroristes" de l'Afrique australe (UNITA en Angola, M.N.R. -Mozambique National Résistance- au Mozambique), système de l'Apartheid. Parallèlement à ces exactions va se développer un mouvement de résistance à la conscription en République Sud Africaine.

Quand l'A.N.C. (African National Congress) décide en 1961, suite à la tuerie de Sharpeville de renoncer à la résistance non-violente, le régime de Prétoria inquiété rétablit la conscription. 7000 jeunes blancs vont chaque année grossir les rangs de la S.A.D.F. (10.000 hommes), cela, pour une durée de neuf mois. Cette conscription par tirage au sort va être systématisée en 1967. Vers la fin des années 60, de nombreux objecteurs de conscience vont commencer à s'exiler ou à entrer dans la clandestinité.

Au début des années 70, les luttes de libération au Mozambique et en Angola ainsi que la résistance de la S.W.A.P.O. en Namibie vont décider le gouvernement sud-africain à faire passer le service militaire à 12 mois suivi de périodes de réserve annuelles de 19 jours pendant 5 ans.

La S.A.D.F. apparaissant de façon de plus en plus éclatante comme force de défense du système d'Apartheid, le S.A.C.C. (South African

Council of Churches) va, en 1974, appeler ses membres à se placer du côté des opprimés, c'est-à-dire devenir objecteurs de conscience.

Il n'en fallait pas plus pour qu'une loi vienne menacer d'une peine de prison de deux ans ceux qui inciteraient à refuser ou refuseraient d'effectuer le service militaire.

Suite à l'accession à l'indépendance du Mozambique et de l'Angola (que la République Sud Africaine va lamentablement essayer d'envahir) en 1975 et les combats à la frontière namibienne, les périodes annuelles de réserve vont passer de 19 jours à 3 mois. Le Total National Strategy formulée en 1977 va, sous la direction de P.W. Botha intensifier répression intérieure et intervention directe ou indirecte dans les pays voisins. Le State Security Council (Conseil de Sécurité de l'Etat) contrôlé par l'armée et la police va centraliser le pouvoir décisionnel. Le service militaire passe alors à 24 mois et les périodes s'étalent sur 8 ans. Le budget de la défense passe de 707 millions de rands en 74-75 à 1940 millions trois ans plus tard. Un nombre croissant d'appelés choisit l'exil (voir encadré).

La S.A.D.F. va essayer de diviser les objecteurs de conscience en pénalisant moins sévèrement les objecteurs pour raisons religieuses que les objecteurs "politiques". En 1979 est jugé le premier objecteur revendiquant publiquement le droit à un service alternatif non armé (il s'agissait de Peter Moll). Il est suivi de Richard Steele en 1980 puis de plusieurs autres.

Début 82, le ministre de la défense, Magnus Malan décide de développer "la réserve". Tout homme devra, après ses 2 années de service militaire, effectuer 2 années de périodes de réserves étalées sur 12 ans. Il sera ensuite mis en disponibilité jusqu'à l'âge de 55 ans.

Depuis 83, certains objecteurs pour raisons religieuses, dont le dossier est accepté (Témoins de Jéovah, Quakers) peuvent effectuer un service non-armé ou au sein d'établissement publics (hôpitaux etc.). Sa durée varie entre 2 et 6 ans, 350 demandes furent acceptées. Les autres risquent une peine de 6 ans de prison et préfèrent l'exil.



**COSAWR**

Les seuls moyens de refuser de maintenir l'apartheid et l'enrolement dans les forces armées sont de demander le statut d'objecteur de conscience (très difficile et réservé aux Témoins de Jéhovah et aux Quakers), de se cacher (prison=6ans), ou de quitter le pays.

Deux COSAWR (Committee On South African War Resister) se sont formés à Londres et Amsterdam en 78-79 pour fournir une assistance à ceux qui quittent l'Afrique du Sud et organiser des activités anti-apartheid de solidarité. Les possibilités d'asile pour les Sud-Africains varient de pays à pays bien que les Nations Unies appellent tous les états membres à garantir l'asile et le statut de réfugié à tout individu exposé à des persécutions raciales ou commandé pour ses croyances politiques ou religieuses. Les seuls pays qui accordent l'asile aux Sud-Africains résistant à la guerre sont: l'Australie, le Botswana, la Grande-Bretagne, le Canada, le Lesotho, la Hollande, la Norvège, le Swaziland, les Etats Unis, le Zimbabwe.

COSAWR publie des bulletins d'information (entre autre le journal bimensuel RESISTER).

# e.c.c.

Au mois de mars 1983, le Black Sash (littéralement "écharpe noire", association composée principalement de Sud-Africains blancs qui viennent en aide à la population noire) consacra un appel à l'abolition de la conscription.

L'inquiétante militarisation de la société. La terreur entretenue dans les townships. La politique namibienne. Le viol de la conscience des appelés et un projet visant à étendre la conscription aux métis et aux indiens déclancha la constitution d'un collectif d'associations et d'individus répondant à l'appel du Black Sash. LA CAMPAGNE POUR LA FIN DE LA CONSCRIPTION (E.C.C.) vit le jour en novembre 83.

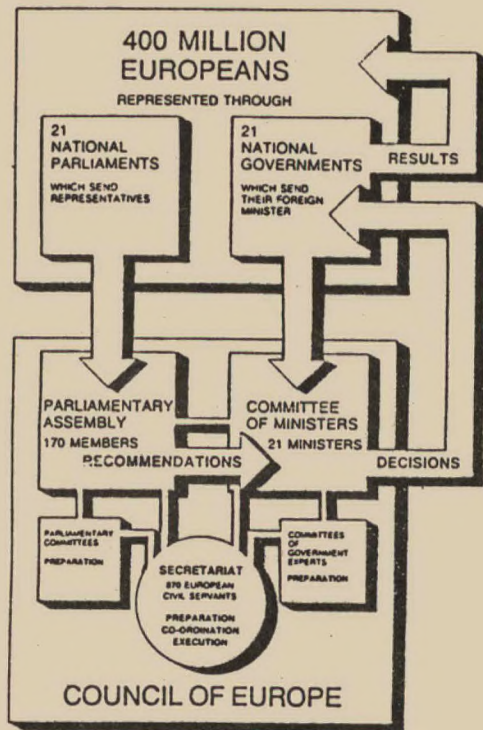
Son succès a été immédiat et des groupes se sont constitués à Cape Town, Port Elisabeth, Durban, Johannesburg, Pietermaritzburg.

7 500 appelés sur les 14000 prévus ne se sont pas présentés à l'incorporation de janvier 1985. Depuis les autorités ne veulent plus donner de chiffre.

La déclaration de l'état d'urgence a déclenché en 1985 et 1986 une vague d'arrestations des membres d'ECC. L'un d'eux, Janet Cherry vient d'être libéré après cinq mois de détention. De nouveaux décrets punitifs limitent la marge de manoeuvre de tous ceux qui dénoncent le rôle de la SADF.



# THE COUNCIL



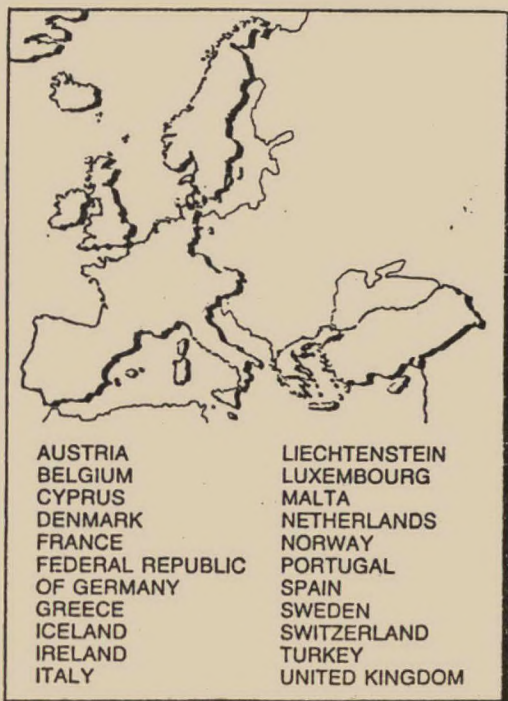
ON 9 APRIL 1987

At the 406<sup>th</sup> meeting of the Minister's deputies, the Committee of Ministers of the Council of Europe adopted the recommendation R 878 regarding conscientious objection to compulsory military service. The Committee of Ministers had before hand asked the advice of the Parliament Assembly who had adopted widely the draft recommendation (submitted by the Steering Committee for human Rights) on January 1987.

The Parliament Assembly has already adopted in the past Two recommendations, one in 1967 (337,478), the second in 1977 (816) without the Committee of Ministers paying any attention.

So, since the adoption of this new recommendation by the Committee of Ministers, who recalls the interest it bears to the respect of Human Rights and fundamental freedoms, the recognition of the right to conscientious objection has made a new step forward.

You can find more information in the last issue of "The right to refuse to kill" on this new recommendation.



# OF EUROPE

## A. Basic principle

1. Anyone liable to conscription for military service who, for compelling reasons of conscience, refuses to be involved in the use of arms, shall have the right to be released from the obligation to perform such service, on the conditions set out hereafter. Such persons may be liable to perform alternative service.

## B. Procedure

2. States may lay down a suitable procedure for the examination of applications for conscientious objector status or accept a declaration giving reasons by the person concerned.

3. With a view to the effective application of the principles and rules of this Recommendation, persons liable to conscription shall be informed in advance of their rights. For this purpose, the State shall provide them with all relevant information directly or allow private organisations concerned to furnish that information.

4. Applications for conscientious objector status shall be made in ways and within time limits to be determined having due regard to the requirement that the procedure for the examination of an application should, as a rule, be completed before the individual concerned is actually enlisted in the forces.

5. The examination of applications shall include all the necessary guarantees for a fair procedure.

6. An applicant shall have the right to appeal against the decision at first instance.

7. The appeal authority shall be separate from the military administration and composed so as to ensure its independence.

8. The law may also provide for the possibility of applying for and obtaining conscientious objector status in cases where the requisite conditions for conscientious objection appear during military service or periods of military training after initial service.

## C. Alternative service

9. Alternative service, if any, shall be in principle civilian and in the public interest. Nevertheless, in addition to civilian service, the State may also provide for unarmed military service, assigning to it only those conscientious objectors whose objections are restricted to the personal use of arms.

10. Alternative service shall not be of a punitive nature. Its duration shall, in comparison to that of military service, remain within reasonable limits.

11. Conscientious objectors performing alternative service shall not have less social and financial rights than persons performing military service. Legislative provisions or regulations which relate to the taking into account of military service for employment, career or pension purposes shall apply to alternative service.



SA Army Headquarters  
Potgieter Street  
Pretoria  
0002

**GREETINGS, FUTURE SOLDIER OF SOUTH AFRICA**

It is my pleasure, as Chief of the South African Army, to extend to you a hearty welcome to the SA Army. It wants to give you my utmost assurance that you have made a wise decision in reporting for your two year training period.

During the next two years the Army will see to all your needs in all respects. At the end of your training spell we shall see to it that you are fully prepared to serve your country as a complete soldier.

The Army is one of the most enjoyable experiences in any young man's life. And this I wish to convey to all the mothers and fathers! "Your son is an important asset to us. Actually much more — he is precious to us. We shall upgrade him physically as well as spiritually. He will return a stronger person than before".

I hereby take the opportunity to wish you well.

LT GEN A.J. LIEBERBERG, SSAS, SO  
CHIEF OF THE SA ARMY

Es-tu confronté au service national ? Vas-tu remplir ton devoir ? Le gouvernement est très inquiet au sujet de ton choix. Ils sont concernés par le nombre de conscrits qui refusent d'honorer leur appel.

Rien qu'en 1984, à peu près 1 500 n'ont pas répondu à l'appel. En 1985, le chiffre a fait un bond au-dessus de 7 500 et en 1986, le ministre a refusé de révéler davantage de chiffres. Les conscrits qui ont été appelés cette année ont reçu une lettre personnelle du général A.J. Liebenberg, chef des armées, les félicitant de rejoindre leur affectation. La lettre assurait aux jeunes hommes en service national que l'armée est une des expériences les plus agréables dans la vie d'un jeune homme. Le général rassurait les parents que leur fils leur reviendrait plus fort ...

Une lettre du général Geldenhuys, le chef de la SADF a été publiée dans le journal "Sunday" et communiquait des messages similaires. Les lettres font partie d'une immense campagne pour encourager les appelés à obéir aux instructions. Destinés aux jeunes soldats et à leurs parents, la campagne incluait aussi une série de tracts attaquant ceux qui s'opposent au service dans la SADF, en les traitant de malavisés, de naïfs, d'ennemis de la patrie.

**POURQUOI TOUS CES SIGNES D'INQUIETUDE ?**

Parce que Liebenberg, Geldenhuys et tous ceux en-dessous d'eux veulent étouffer l'affaire. La vérité est que la "SADF" est une machine de mort. C'est l'instrument le plus important et le seul qui maintient l'apartheid. En 1985, 35 000 hommes de troupes sont entrés dans les townships, le début d'un long siège. Malan (ministre de la défense) a refusé de révéler combien ont été enrôlés l'année dernière parce que "ce n'est pas d'intérêt public". Ces troupes mettent fin aux rassemblements dans les écoles, aux boycott des loyers, dispersent les funérailles et les meetings publics, font respecter les couvre-feux. Ils ont d'immenses pouvoirs pour arrêter et maintenir en détention et sont couverts en cas de meurtre. Ils sont là pour empêcher le peuple sud-africain d'atteindre ce qui leur revient en toute justice.

# DON'T GO INTO THE SADF

## BE WARNED FUTURE SOLDIER OF SOUTH AFRICA

Are you facing your national service? Are you going to report for duty? The government is clearly worried about your choice. They are concerned at the numbers of conscripts who are failing to honour their call-ups.

In 1984 alone about 1 500 didn't report. In 1985 the figure had jumped to over 7 500 and in 1986 the Minister of Defence refused to reveal any further figures. Conscripts who were called up this year received a personal letter from Lt. General A J Liebenberg, Chief of the Army, congratulating them on turning up at their bases. The letter assured national servicemen that the army 'is one of the most enjoyable experiences in any young man's life'. He reassured parents that their sons would be returned to them 'stronger ... than before'.

A letter from General Geldenhuys, the head of the SADF, was also published in Sunday newspapers, putting across a similar message.

The letters are part of a broader campaign to encourage conscripts to obey their call-up instructions. This has included a set of pamphlets issued to new soldiers and their parents attacking those who oppose service in the SADF as 'misguided', 'naive' and 'enemies of the country'.

**Why these signs of worry?**

Because Liebenberg, Geldenhuys and all those under them are covering up. The truth is that the SADF is a death machine. It is the most important single instrument that props up apartheid. In 1985, 35 000 troops were drafted into the townships, the start of a long siege. Malan has refused to reveal how many were involved last year, because 'it is not in the public interest'. These troops suppress school gather-

ings, rent boycotts, break up funerals and public meetings and enforce curfews. They have vast powers of arrest and detention and indemnity to kill. They are there to stop the people of South Africa achieving what is rightly theirs.



### INFORMATION FOR SOUTH AFRICAN WAR RESISTERS SEEKING POLITICAL ASYLUM

We believe it is the duty of South Africans who are opposed to apartheid to refuse to take part in the SADF, which is fighting an unjust war. There are different ways of resisting army call up. Some people go on the run, others have been imprisoned for their stands. We campaign in support of these individuals, and we also assist those who feel they have no option but to leave the country.

Asylum possibilities for war resisters leaving SA vary from country to country, despite a United Nations resolution calling on member states to grant asylum to such individuals. In all countries asylum applications from SA resisters are treated individually and are not granted automatically. Generally, resisters have to show that they have taken the decision to leave as a result of strongly held principles which led them to oppose apartheid.

Asylum or refugee status is granted on the basis that the individual has 'a well founded fear of persecution for reasons of race, religion or political belief'.

Resisters should either take their call up papers (or some other proof of army commitments) with them or arrange to have them sent. They should travel direct, bar short stop overs, to the country where they intend to apply for asylum.

On arrival, in most countries, resisters have usually entered as tourists, providing they have had a return air ticket and enough money for a month or so. After entry they have made contact with the local refugee agency or anti apartheid group and then decided how to proceed.

If resisters are refused permission as tourists, they should make an immediate request for asylum on the grounds of their fear of persecution. They should insist on making a phone call and contact the local refugee agency.

Countries in which SA war resisters have been granted asylum or allowed to remain include Australia, Botswana, Britain, Canada, Lesotho, Netherlands, Norway, Swaziland, USA, Zimbabwe. Countries in which applications would be likely to succeed include Belgium and Sweden. It should be noted that it is very difficult, if not impossible, to 'transfer' asylum to another country once it has been granted.

Contacts: COSAWR can provide addresses for anti-apartheid and refugee assistance organisations in most countries. In many countries, including Southern African states, the office of the UN High Commissioner for Refugees can assist. In Britain and the Netherlands, COSAWR should be contacted.

### SUBSCRIBE TO RESISTER

\*Please send me .....copy/ies of RESISTER every two months, at £6.00 a year. (£7.00 airmail)

Name .....  
Address .....

I enclose ..... plus a donation of ..... (We always welcome any donation you can afford, as we are by no means a wealthy organisation). Please make out cheques to COSAWR and add £1-00 if you pay in foreign currency. Except in the Benelux countries, direct all subscriptions and correspondence to COSAWR-UK.

COSAWR (UK) B.M. Box 2190, London WC1N 3XX England. Phone 278-6928  
COSAWR (Netherlands), Postbus 543 1000AN Amsterdam, Netherlands

# CONSEIL DE L'EUROPE

1. Toute personne soumise à l'obligation du service militaire qui, pour d'impérieux motifs de conscience, refuse de participer à l'usage des armes, a le droit d'être dispensée de ce service dans les conditions énoncées ci-après. Elle peut être tenue d'accomplir un service de remplacement.
2. L'Etat peut prévoir une procédure appropriée pour l'examen des demandes aux fins de reconnaissance de la qualité d'objecteur de conscience ou accepter une déclaration motivée de la personne concernée.
3. En vue d'une application efficace des principes et règles de la présente Recommandation, la personne soumise à l'obligation du service militaire doit être informée préalablement de ses droits. A cet effet, l'Etat lui fournit toutes informations utiles ou permet aux organisations privées intéressées d'en assurer la diffusion nécessaire.
4. La demande aux fins de reconnaissance de la qualité d'objecteur de conscience doit être présentée selon des modalités et dans des délais qui seront fixés compte tenu de l'exigence que la procédure d'examen de la demande soit, en principe, terminée dans sa totalité avant l'incorporation dans l'armée.
5. L'examen de la demande doit comporter toutes les garanties nécessaires à une procédure équitable.
6. Le demandeur doit pouvoir exercer un droit de recours contre la décision de première instance.
7. L'organe d'appel doit être séparé de l'administration militaire et d'une composition qui lui assure l'indépendance.
8. La loi peut prévoir également la possibilité pour l'intéressé de présenter une demande et d'être reconnu comme objecteur de conscience lorsque les conditions requises pour l'objection de conscience apparaissent pendant le service militaire ou au cours des périodes de formation militaire faisant suite au service initial.
9. Si un service de remplacement est prévu, il doit en principe être civil et d'intérêt public. Néanmoins, à côté du service de remplacement civil, l'Etat peut prévoir aussi un service militaire non armé et y affecter les seuls objecteurs dont les motifs de conscience se limitent à refuser l'usage personnel des armes.
10. Le service de remplacement ne doit pas revêtir le caractère d'une punition. Sa durée doit rester, par rapport à celle du service militaire, dans des limites raisonnables.
11. L'objecteur de conscience qui accomplit le service de remplacement ne doit pas avoir moins de droits que la personne soumise au service militaire, tant sur le plan social que pécuniaire. Les dispositions législatives ou réglementaires relatives à la prise en considération du service militaire pour l'emploi, la carrière ou la retraite sont applicables au service de remplacement.



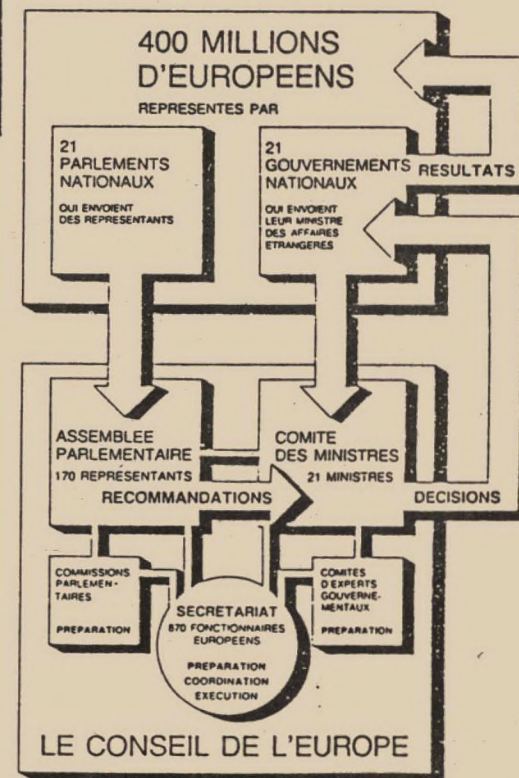
AUTRICHE	LUXEMBOURG
BELGIQUE	MALTE
CHYPRE	NORVEGE
DANEMARK	PAYS-BAS
ESPAGNE	PORTUGAL
FRANCE	REPUBL. FEDERALE
GRECE	D'ALLEMAGNE
IRLANDE	ROYAUME-UNI
ISLANDE	SUEDE
ITALIE	SUISSE
LIECHTENSTEIN	TURQUIE

L'Assemblée Parlementaire a déjà adopté dans le passé 2 recommandations, l'une en 1967 (337,478) et l'autre en 1977 (816), sans que le Comité des ministres veuille y donner suite. Mais depuis l'adoption de cette nouvelle recommandation par le Comité des ministres, qui rappelle son intérêt porté au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, la reconnaissance du droit à l'objection de conscience a fait un nouveau pas en avant.

précisions sur cette recommandation dans le numéro précédent du "right to refuse to kill".

9 AVRIL 1987

Lors de sa 406<sup>e</sup> réunion des délégués des ministres, le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a adopté la recommandation R 878 relative à l'objection de conscience au service militaire obligatoire. Le Comité des ministres avait préalablement demandé l'avis à l'Assemblée Parlementaire qui a largement adopté le projet de recommandation en janvier 87 présenté par le Comité Dir. pour les Droits de l'Homme.



# AU NOM DE LA LOI !

Rick Lawrent

## LES OBJECTIFS

### DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE

Pour établir une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens, assurer par une action commune le progrès économique et social en éliminant les barrières qui divisent l'Europe, favoriser l'amélioration des conditions de vie et d'emploi et sauvegarder la paix et la liberté, la Communauté Européenne a, depuis les années 50, œuvré pour institutionaliser la paix en créant les liens d'une communauté dans laquelle la solidarité empêcherait tout retour aux anciens affrontements connus en Europe.

C'est en 1957, par le Traité de Rome, que la Communauté Européenne, composée d'états fondamentalement attachés à la démocratie, s'est dotée de moyens juridiques pour poursuivre concrètement les efforts dans les domaines économiques et politiques. Pour mettre au point les travaux du Parlement Européen, les organes de travail compétents se sont divisés en 18 commissions spécialisées, dans des domaines spécifiques à l'activité communautaire. Le fonctionnement de la CE est telle que les compétences décisionnelles se répartissent en plusieurs organes :

- Le Parlement Européen qui garantit la participation des citoyens et exerce le contrôle démocratique.
- Le Conseil, composé des 12 ministres réunis selon le sujet traité, qui prend les décisions et adopte les lois communautaires.

### L'OBJECTION SEULEMENT RECONNUE EN THEORIE

C'est au cours d'une séance plénière en 1980 que le Parlement Européen renvoyait à la commission juridique la proposition de résolution (doc 1-803/79, présentée par M. Van Minnen) sur l'objection de conscience pour examen de fond, bien que la commission politique ait au préalable donné un avis positif. Nommée rapporteur, M<sup>me</sup> M.A. Macciocchi présentait en 1982 son projet qui sera adopté largement par cette commission juridique.

Le 7 février 1983, le Parlement adopte la résolution "Macciocchi" (voir annexe).

Invités depuis lors à examiner leurs législations respectives, aucun gouvernement, ni parlement des états membres de la Communauté n'ont respecté dans son ensemble cette résolution.

Plusieurs questions écrites ont été posées récemment au Conseil pour connaître les initiatives concrètes engagées par les gouvernements. Paradoxalement aux vœux politiques de la CE, les réponses ont toujours été négatives et que ces problèmes ne relèvent pas de la compétence du Conseil. Suite à la déclaration commune de 1977, la Commission a pourtant présenté en 1979 un mémorandum interprétant la Convention Européenne des Droits de l'Homme (1950), directement applicable aux pays membres de la Communauté. C'est en 1982 que le Parlement adopta ce mémorandum (\*).

Pourtant, à ce jour, le Conseil (composé d'un ministre par gouvernement et doté de pouvoirs décisionnels) n'a toujours pas donné suite à ce mémorandum qui aurait permis de lever les derniers obstacles à une compétence illimitée de la Communauté pour l'adoption de lois en ce sens (par exemple une directive). Mais comment la Communauté peut-elle se déclarer incompétente dans des domaines régis par les Traités qu'elle tente de mettre en place ?

# COMMUNAUTE EUROPEENNE

- La Commission, formée de 17 membres indépendants qui proposent les lois communautaires et veillent au respect des Traités et gèrent les politiques communes.

- La cour de Justice qui assure l'interprétation du droit communautaire.

- Le Conseil Européen, composé des 12 chefs d'état plus le président de la Commission, se consacre essentiellement aux choix politiques à donner à la Communauté Européenne.

### EUROPE ET DROITS DE L'HOMME

Bien que droits de l'homme et libertés fondamentales n'apparaissent nulle part dans les Traités, la Cour de Justice considère qu'en assurant la sauvegarde des droits fondamentaux, elle est tenue de s'inspirer des instruments internationaux concernant la protection des droits de l'homme auxquels les états membres ont adhéré.

En 1977, le Parlement Européen, le Conseil, la Commission signaient une déclaration commune en s'engageant tous à respecter dans l'exercice de leurs pouvoirs et dans la réalisation des objectifs des Communautés Européennes, l'ensemble des droits fondamentaux prévus par la constitution de chaque état membre et par la Convention Européenne des Droits de l'Homme du Conseil de l'Europe. Signée en 1950 par les ministres de 15 pays européens, la Convention Européenne considère que la jouissance des droits sociaux doit être assurée sans discrimination fondée sur la race, la couleur, le sexe, la religion, l'opinion publique, l'ascendance nationale ou l'origine sociale.

## L'ORDRE JURIDIQUE DE LA COMMUNAUTE, LES TRAITES

Les dispositions législatives des états membres dans les domaines couverts par les Traités devraient par conséquent obéir aux principes généraux qui protègent les droits fondamentaux de la personne et garantir la reconnaissance de ces droits dans l'application du droit communautaire.

Là, nous touchons au cœur du problème : les dispositions législatives nationales sur l'objection de conscience constituent un véritable échec juridique qui entraîne une discrimination objective, non seulement entre les citoyens d'un même état, mais aussi, entre des citoyens d'états différents, y compris dans le champ d'application des dispositions du Traité (Rome, mars 1957).

La référence obligatoire à l'article 7 du Traité, et particulièrement l'art. 48 sur la libre circulation des travailleurs, l'art. 50 sur la libre circulation des jeunes, les art. 118 et 119 sur les règles en matière de sécurité sociale sont entravés par des normes nationales qui retardent l'accès au marché du travail de milliers de jeunes, qui, objecteurs de conscience, sont défavorisés par rapport à leurs propres concitoyens et aux autres citoyens de la Communauté pour la libre affirmation de leur conscience pourtant prévue et garantie par la loi. Toutes les disparités de traitement ont des effets graves sur les possibilités de formation professionnelle, d'emploi, de sécurité sociale ainsi que sur les droits politiques et syndicaux.

Les restrictions existant dans les différentes dispositions législatives concernant la liberté des objecteurs de conscience de se rendre à l'étranger, ainsi que le fait qu'un service de remplacement à l'étranger (par exemple dans les pays du Tiers Monde) ne soit pas prévu, laissent le champ libre à des initiatives de la Communauté pour empêcher ces discriminations.

De telles initiatives entreraient pleinement dans le champ d'application de l'article 100 du Traité qui, en prévoyant l'utilisation de directives, peut imposer aux états membres le respect des articles cités.

\* Ce memorandum apparait de portée moins large que la Convention Européenne des Droits de l'Homme, donc aussi de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme mais ouvre de nouvelles voies pour que les états puissent s'engager à certaines obligations et à reconnaître les Droits de chaque individu.

### RIEN QUE DES PROMESSES !

D'ailleurs, en 1984 à Fontainebleau, le Conseil (dont la compétence est reconnue illimitée dans le domaine de la politique de coopération au développement dans le Tiers Monde) souhaitait que les états membres prennent les initiatives qui encourageront la jeunesse à participer aux actions que la CE mène à l'extérieur de ses frontières, et en particulier qu'ils soutiennent la création de comités nationaux de volontaires européens pour le développement, rassemblant les jeunes européens (par exemple des objecteurs de conscience) désireux de travailler à des projets de développement dans le Tiers Monde.

### LES COMMISSIONS AU TRAVAIL

Le 17 septembre 1985, la Commission du règlement et des pétitions déclarait recevable la pétition présentée par M. Olivier Dupuis, signée par plus de 13 000 personnes de différents pays de la CE. En février 1986, cette commission décidait d'élaborer un rapport et nommait M. Rogalla rapporteur (voir en annexe le projet de rapport présenté le 29 mai). (\*)

Interpellé pour donner son avis, la commission juridique et des droits des citoyens a adopté en mars 1987 le rapport de M<sup>me</sup> Bonino (NI, I) explicitant la proposition de résolution (le rapport a été adopté à l'unanimité). La proposition de résolution doit être examinée de nouveau par la commission des pétitions, afin d'être transmise pour le débat et le vote en séance plénière du Parlement Européen, probablement en 87, et sera ensuite présentée à la Commission ou au Conseil. Les ministres devront alors décider de l'utilisation ou non de directives, qui peuvent obliger les états membres à respecter l'application de ces résolutions du Parlement.

\* M. Rogalla (S, RFA) a été remplacé par M. Hitzgrath (S, RFA)

**Collection Number: AG1977**

**END CONSCRIPTION CAMPAIGN (ECC)**

**PUBLISHER:**

*Publisher:- Historical Papers Research Archive*

*Location:- Johannesburg*

©2013

**LEGAL NOTICES:**

**Copyright Notice:** All materials on the Historical Papers website are protected by South African copyright law and may not be reproduced, distributed, transmitted, displayed, or otherwise published in any format, without the prior written permission of the copyright owner.

**Disclaimer and Terms of Use:** Provided that you maintain all copyright and other notices contained therein, you may download material (one machine readable copy and one print copy per page) for your personal and/or educational non-commercial use only.

People using these records relating to the archives of Historical Papers, The Library, University of the Witwatersrand, Johannesburg, are reminded that such records sometimes contain material which is uncorroborated, inaccurate, distorted or untrue. While these digital records are true facsimiles of paper documents and the information contained herein is obtained from sources believed to be accurate and reliable, Historical Papers, University of the Witwatersrand has not independently verified their content. Consequently, the University is not responsible for any errors or omissions and excludes any and all liability for any errors in or omissions from the information on the website or any related information on third party websites accessible from this website.

This document is part of a collection held at the Historical Papers Research Archive at The University of the Witwatersrand, Johannesburg, South Africa.